

Café géographique du 16 Avril 2003 à Toulouse

GEOPOLITIQUE DE LA FAIM

débat introduit et animé par

Jacques BERTHELOT

(INP-ENSAT Toulouse, UMR "Dynamiques rurales")

*Excédents agro-alimentaires / 840 millions d'affamés :
problème de redistribution ou relation de cause à effet ?*

INTRODUCTION

Demain se célèbre la **journée mondiale des luttes paysannes**, en commémoration de l'assassinat, le 17 avril 1996 à Eldorado de Carajas, de 19 paysans sans terre du Brésil par la police militaire.

Persistance de la faim et carence démocratique

La persistance de la faim est paradoxale dans un monde croulant sous les **excédents agricoles** (produits tempérés autant que tropicaux), ce qu'atteste l'effondrement généralisé de leurs prix. Or, selon la FAO, **840 millions d'êtres humains** sont dans un état de malnutrition chronique. En proportion de la population totale, l'Afrique subsaharienne est largement en tête (34%) devant l'Asie du Sud (24%), l'Amérique centrale (19%) et la Chine (9%). Si la proportion des affamés des pays en développement a diminué de moitié de 1969-71 (37%) à aujourd'hui (18%), **leur nombre n'a baissé que de 20% mais a augmenté de 90% en Afrique subsaharienne**. L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (1996, confirmé en 2002) de réduire de moitié ce nombre d'ici 2015 ne sera pas atteint : la baisse n'a été que de 2,5 millions par an dans les années 90 alors qu'elle aurait dû être de 20 millions. Car la stratégie de la FAO -consacrer 24 milliards de dollars par an d'ici 2015 et accroître la libéralisation des échanges agroalimentaires- ne ferait qu'aggraver la faim.

La faim ne résulte pas en effet de l'insuffisance des ressources naturelles (terres, eaux) ou financières, même si elles sont mal réparties, ni de celle de la production agricole (elle augmente plus vite que la population dans les années 90 : 2% par an contre 1,5%). **Les 3/4 des affamés sont des ruraux, essentiellement agriculteurs** : la faim résulte d'une **insuffisance de démocratie, de la non participation des agriculteurs à la détermination des objectifs et des moyens des politiques agricoles** à tous les niveaux (local, national, macro-régional, mondial).

Libéralisation des politiques agricoles et démantèlement des protections à l'importation

L'expérience du rapide développement de la production agricole dans les pays riches depuis 50 ans, particulièrement en Europe, mais aussi dans les pays du Sud qui ont pu se

développer globalement, montre en effet que ces progrès agricoles n'ont été possibles que sous la pression des organisations paysannes, qui ont su imposer aux gouvernements des politiques agricoles conformes à leurs intérêts, essentiellement par deux moyens :

- 1) une **protection minimale du marché intérieur** contre des importations à bas prix, de manière à garantir des prix agricoles rémunérateurs
- 2) une **réforme agraire** garantissant l'accès du plus grand nombre à la terre et aux autres moyens de production (intrants, matériel, notamment grâce à des crédits agricoles subventionnés, des conseils techniques et à l'organisation des producteurs).

Or, avec la mondialisation néo-libérale croissante depuis les années 80, accélérée depuis 1995 avec les divers accords de l'OMC, notamment celui sur l'agriculture, et les nombreux accords bilatéraux de libre-échange entre les Etats-Unis ou l'UE et la plupart des pays du Sud, la persistance de la faim, et même sa croissance en Afrique, s'expliquent avant tout par la **libéralisation croissante des politiques agricoles, notamment par le démantèlement des protections à l'importation.**

Par exemple, au Mexique, l'ALENA a eu pour effet d'éliminer 1,8 millions de paysans depuis 1994 : le maïs américain, dont les producteurs reçoivent 30 fois plus de subventions que leurs collègues mexicains, peut être exporté à 90 \$ la tonne alors que son coût de production est de 134 \$ la tonne. Pourtant la semaine prochaine, le 21 avril, 34 pays du continent américain vont se retrouver à Québec pour entériner la marche en avant faite dans la finalisation de l'ALCA, l'Accord de libre-échange des Amériques, qui devrait être finalisé au plus tard le 1^{er} janvier 2005, comme les Accords qui seront issus du Doha Round.

L'Union Européenne n'est pas en reste : l'Accord de Cotonou conclu en 2000 a prévu la mise en place d'accords bilatéraux de libre-échange entre la plupart des 77 pays ACP (dont 3 PMA, Pays les Moins Avancés) et l'UE, de préférence avec les regroupements régionaux de ces pays comme les 8 appartenant à l'UEMOA (Union économique et monétaire d'Afrique de l'ouest). On met ainsi en concurrence des céréaliers français produisant 1000 tonnes de blé ou de maïs par actif avec des paysans produisant 1 tonne de mil, de sorgho ou de maïs par actif. En outre, les premiers reçoivent environ 54000 euros d'aides directes et les seconds rien : où est l'avantage comparatif pour ceux-ci ?

Cette libéralisation des politiques agricoles, donc la réduction des barrières à l'importation, est pourtant très récente. Face à la spécificité des marchés agricoles - caractérisés par une demande stable à court terme et une offre fluctuant au gré des aléas climatiques- mais aussi à la multifonctionnalité spécifique de l'agriculture –par ses effets non marchands sur l'environnement, les paysages, l'emploi, l'aménagement du territoire, la qualité des produits, la sécurité sanitaire des aliments, le bien-être animal-, tous les pays depuis les Pharaons ont eu des politiques agricoles pour réguler l'offre. Pourquoi donc les ont-ils abandonnées récemment en assujettissant les produits agricoles aux aléas des marchés mondiaux, comme des marchandises ordinaires ?

Des excédents alimentaires à la faim : le dumping dans les échanges agricoles

Faute de démocratie, **les politiques agricoles ont été façonnées sous la pression des multinationales de l'agroalimentaire**, soucieuses d'acheter leurs matières premières agricoles au plus bas prix partout dans le monde pour maximiser leurs profits, tout en mettant en avant l'intérêt des consommateurs. Elles sont à l'origine de la **libéralisation des politiques agricoles dans tous les pays** : politiques d'ajustement structurel imposées aux pays pauvres (années 80), réformes de la politique agricole commune (PAC) en 1992 et 1999, accord sur l'agriculture de l'OMC (1994), accords bilatéraux de libre-échange conclus depuis 95 ou négociés entre l'Union européenne ou les Etats-Unis (EU) et la plupart des pays pauvres.

La PAC (Politique agricole commune) a ainsi toujours été conçue ou réformée sous contraintes du GATT et des EU et comme monnaie d'échange dans une négociation globale. A l'origine de ses dysfonctionnements se trouve l'acceptation, sous la pression des EU, d'importer sans protection les aliments du bétail, durant le Dillon Round (1961-62 : soja) et le Kennedy Round (1963-67 : manioc, *corn gluten feed*, pulpes d'agrumes...) en contrepartie de la protection de ses céréales dont la Communauté européenne à 6 restait à l'époque un gros importateur en provenance des EU. L'absence de protection à l'importation des aliments du bétail a favorisé leur très large utilisation au détriment des céréales européennes, ce qui a conduit à l'accumulation de leurs excédents (le rendement du blé a augmenté en moyenne dans l'UE de 1 quintal par an depuis 40 ans, et de 120 kg pour le maïs), et a favorisé aussi la production animale industrielle intensive et l'accumulation de leurs excédents (dès la fin des années 60 pour les produits laitiers et à partir des années 80 pour les viandes), ainsi que son impact désastreux sur la qualité des produits, l'environnement et le bien-être animal. **Ces excédents croissants ont été exportés, avec de fortes subventions à l'exportation, vers les pays pauvres, et le dumping massif qui en a résulté y est la principale cause de la faim** (voir annexes 1 et 2). En 1990 les dépenses agricoles représentaient les 2/3 du budget de l'UE et les 2/3 de ces dépenses agricoles étaient consacrées à l'écoulement des excédents (40% en subventions à l'exportation et 25% en dépenses de stockage pour les excédents achetés à un prix minimum et qui finissaient par être vendus à perte sur le marché mondial).

De même, lorsque, au milieu des années 80, les intérêts des EU, dont les exportations agroalimentaires avaient fondu (par suite d'un \$ trop fort), ont imposé la libéralisation des échanges agricoles lors de l'UR, les institutions internationales (OCDE, BM, FMI, GATT) et les économistes libéraux ont accentué leur propagande sur les bienfaits du libre échange agricole. Jacques Delors, président de la Commission européenne en 1985, a alors accepté la proposition de Ronald Reagan de soumettre l'agriculture au GATT durant l'Uruguay Round (1986-93) à condition d'y soumettre aussi les services, point fort de la CE.

Mais la libéralisation des politiques agricoles a été plus précoce et plus forte dans les PED, ayant été imposée dès le début des années 80 par le FMI et la Banque mondiale dans le cadre de leurs politiques d'ajustement structurel destinées à accroître la compétitivité de leurs produits -principalement agricoles- afin de rembourser une dette extérieure. Celle-ci avait crû énormément dans les années 70 du fait que les masses énormes de capitaux occidentaux -abondés par les pétrodollars suite au premier choc pétrolier- ne trouvaient plus à s'investir dans les pays occidentaux dont la croissance avait fortement ralenti. La cure d'austérité imposée aux pays pauvres s'est alors traduite notamment par la baisse des subventions agricoles et à la consommation alimentaire ainsi que de la protection à l'importation.

A l'issue de l'Uruguay Round, les PED ont donc été contraints de signer l'Accord sur l'agriculture (AsA), pourtant conçu essentiellement entre les EU et l'UE pour répondre à leurs besoins spécifiques et pour perpétuer la domination de leurs firmes agro-alimentaires, puisque les quelques 20 Accords de l'OMC signés à Marrakech le 15 avril 1994 ont constitué un "paquet global" à accepter ou refuser en bloc, ce qui est intolérable pour l'agriculture du fait de sa spécificité. Or les règles de cet accord sont profondément iniques pour les pays pauvres.

Des concepts piégés

Cette iniquité n'est pratiquement pas perçue par les responsables politiques, et même pas par la plupart des économistes. C'est qu'en effet les discours sur les politiques agricoles et les échanges agricoles s'appuient sur des concepts de base profondément piégés : protection, prix mondial, dumping, découplage des aides, bien-être économique, avantage comparatif. Or la démystification de ces concepts est indispensable pour éradiquer la faim, en refondant les politiques agricoles sur la souveraineté alimentaire sans dumping partout dans le monde.

Protection : concept d'autant plus flou qu'il est connoté très négativement, a fortiori avec le suffixe "isme". Si, pour l'homme de la rue, il renvoie aux seules barrières à l'importation, pour l'économiste toute mesure qui accroît la compétitivité des produits nationaux relativement aux produits étrangers est une forme de protection. Celle à l'importation ne constitue donc qu'une petite partie des mesures protectionnistes, qui englobent les subventions à l'exportation et tous les soutiens internes, agricoles et non agricoles.

Prix mondial : la théorie dominante y voit le "vrai" prix sur lequel doit s'aligner le prix intérieur des produits agroalimentaires. Prétention absurde pour de multiples raisons :

- 1) Moins de 10 % de la production mondiale des produits agroalimentaires de base s'échangent sur le marché mondial : 10 % pour l'ensemble des céréales de 1995 à 1998, 8,2 % pour l'ensemble des viandes et 6,4 % pour les produits laitiers.
- 2) Le prix mondial ne résulte même pas de la confrontation sur le marché mondial de ces faibles quantités, mais est généralement le prix à l'exportation du pays le plus compétitif : celui de Nouvelle-Zélande pour les produits laitiers, bien que sa production de lait n'ait représenté que 2% du total mondial de 1995 à 1998.
- 3) Il s'agit de prix fortement fluctuants et très généralement de dumping.
- 4) Ils sont manipulés dans l'espace et le temps par les multinationales de plus en plus concentrées, intervenant à la fois à l'exportation et à l'importation dans la plupart des pays.
- 5) Ils sont aussi manipulés par les monopoles d'Etat, y compris par la Commission européenne qui différencie fortement ses subventions à l'exportation en fonction des pays destinataires, les Etats-Unis faisant de même pour leurs garanties de crédits à l'exportation.

Dumping : contrairement à toute rationalité économique, le GATT, dès sa création en 1947, a défini le *dumping* comme la vente au dessous du prix du marché *intérieur* et non comme celle au dessous du *coût de production*. Cette escroquerie explique les réformes de la PAC de 1992 et 1999, qui ont réduit de 46 % le prix d'intervention des céréales, tombé à 101,31 € la tonne depuis juillet 2001, niveau proche du prix mondial mais très inférieur au coût de production du blé français - le plus compétitif de l'UE - qui se situe autour de 160 €/t. Qu'importe puisqu'une aide directe de 63 €/t comble la différence et a permis à l'UE d'exporter blé et orge sans subvention à l'exportation de juillet 2001 à juin 2002, mais non sans dumping.

Spécificité des aides : seules les subventions *spécifiques* à l'agriculture sont attaquables à l'OMC pour les produits agroalimentaires. Les pays riches subventionnent ainsi massivement leurs agriculteurs et firmes agroalimentaires par des mesures non agricoles.

Découplage des aides agricoles : parmi les aides (ou subventions) agricoles, seules celles qui sont *couplées* -c'est-à-dire ayant un effet direct sur le niveau de la production ou des prix- sont soumises à réduction, les aides *découplées* pouvant être augmentées car placées dans la "boîte verte" de l'OMC. Mystification grossière puisque toutes les aides, y compris à caractère collectif ou pour des raisons de protection de l'environnement, procurent des avantages de compétitivité aux produits qui en bénéficient en réduisant leur coût de production et ont donc un effet de dumping lorsque ces produits sont exportés. Comme le caractère découplé des aides directes versées aux agriculteurs de l'UE depuis 1993 n'a été reconnu que jusque fin 2003 -elles n'étaient pas pleinement découplées puisque les agriculteurs doivent effectivement produire céréales, oléagineux, protéagineux, viandes bovines ou ovines pour y avoir droit-, la Commission européenne a proposé en juillet 2002 de les découpler totalement en n'exigeant plus que les agriculteurs produisent quoi que ce soit : les agriculteurs recevraient à l'avenir le montant moyen des aides directes reçues de 2000 à 2002, leurs seules contraintes étant de maintenir leurs terres en état de produire et sans pouvoir y faire des cultures pérennes autres que celles qu'elles portent déjà. Par contre, ceux qui n'avaient pas reçu d'aides directes durant ces 3 années n'auront droit à rien. Grâce à ce découplage, la Commission européenne compte accroître ses exportations de blé de 14,3 M. de t. en 2000 à plus de 18 M de t. en 2009, aggravant ainsi son dumping et donc la faim.

Bien-être économique : la baisse des prix agricoles est donc promue partout dans le monde au nom de l'amélioration du "bien-être" des consommateurs censée être supérieure à la baisse de celui des agriculteurs et à la baisse des recettes douanières. Dans la réalité la baisse des prix à la production n'est pratiquement jamais répercutée par les industries agroalimentaires et la grande distribution sur les prix aux consommateurs, comme on l'a constaté dans l'UE après la baisse des prix des céréales et de la viande bovine intervenue depuis 1993. Par contre les hausses de prix le sont systématiquement.

Souveraineté agricole sans dumping et protection à l'importation

Pour mettre fin à la faim, il faut donc refonder les politiques agricoles partout dans le monde, et d'abord la PAC et l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, **sur la souveraineté alimentaire sans dumping. La protection à l'importation est, paradoxalement, la forme de soutien agricole la moins protectionniste**, pour 4 raisons :

- 1) C'est le seul soutien accessible aux pays pauvres, qui n'ont pas les moyens budgétaires de subventionner significativement leurs agriculteurs, soit la majorité des actifs.
- 2) Tous les types de subventions, même de type environnemental, réduisent les coûts de production et ont un effet de dumping lorsque les produits bénéficiaires sont exportés.
- 3) Seuls les pays riches peuvent se protéger *des* importations sans se protéger à l'importation en subventionnant l'abaissement des prix intérieurs jusqu'au niveau des prix mondiaux de telle sorte qu'il n'y a plus d'incitation à importer.
- 4) Il est socialement régressif que les citoyens les plus pauvres financent (à travers la TVA) l'alimentation des plus riches.

Reste à **réfuter les quatre principales objections à la refondation des politiques agricoles** sur la protection à l'importation :

- 1) *Une protection accrue de la PAC à l'importation irait contre l'intérêt des PED ?* Non car, pour la Via Campesina et le Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'ouest (ROPPA), "Les priorités des paysans et de leurs familles dans les Pays Moins Avancés est d'abord de pouvoir produire pour leur famille, puis d'avoir accès au marché intérieur, bien avant d'exporter. La décision européenne «Tout sauf les armes» ne va au contraire que renforcer les bénéfices des grandes firmes utilisant les ressources et la main d'œuvre des Pays Moins Avancés pour les cultures d'exportation vers l'UE".
- 2) *Une protection accrue à l'importation au Sud serait insupportable pour leurs consommateurs ?* Non car la majorité des consommateurs, des affamés, sont aussi paysans et bénéficieront globalement de prix agricoles supérieurs. Il est temps de mettre en place des prix rémunérateurs pour les paysans, ce qui leur permettra d'investir pour élever leurs rendements, baissera les coûts de production unitaires et leur permettra finalement de supporter des prix agricoles en baisse pour les consommateurs. Les pays industrialisés devraient y aider temporairement (10 ans), les consommateurs en finançant des coupons d'achats alimentaires distribués aux pauvres et des projets générateurs de revenus.
- 3) *Une protection accrue à l'importation dans l'UE replongerait la PAC dans ses dysfonctionnements productivistes et budgétaires d'avant 1992 ?* Non, car on généralisa les contrôles de l'offre pour prévenir les excédents et l'effondrement des prix intérieurs.
- 4) *Une protection accrue à l'importation dans l'UE serait insupportable pour ses consommateurs pauvres ?* S'il est vrai que trop de citoyens européens pauvres n'ont pas les moyens de manger à leur faim, ce n'est pas aux agriculteurs d'en supporter les conséquences - en les transformant en assistés- : il faut remonter les minima sociaux et les bas salaires.

Jacques BERTHELOT

DEBAT

Intervention 1 (Alain BONNASSIEUX, géographe, Université de Toulouse-Le Mirail) : *Je voudrais ajouter à votre intervention un regret, à savoir celui que vous n'avez pas abordé les facteurs internes qui peuvent être à l'origine de la faim, même si évidemment les politiques internationales en matière agricole pèsent sur ce problème. Je pense par exemple en Afrique Subsaharienne et au Sahel, à des difficultés liées à des conditions climatiques, à des problèmes économiques internes, mais aussi à des problèmes politiques, et au lien un peu partout dans le monde entre guerres et problèmes de malnutrition.*

Intervention 2 : *Le libre-échange selon les Etats-Unis et l'Europe, ce n'est pas le vrai libre-échange comme vous le sous-entendez, mais un moyen de la part des riches pour continuer à se protéger tout en jouissant de la liberté de concurrence sur les marchés mondiaux.*

Jacques Berthelot : *Peut-être me suis-je mal exprimé, mais je n'ai pas voulu vous montrer autre chose que ce que vous décrivez, ce protectionnisme des puissants sous couvert de libéralisme doctrinaire. J'ajoute que le libre-échange n'existe effectivement pas puisque les hommes ne circulent pas librement...*

Intervention 3 : *Les élections européennes de 2004 ne laissent-elles pas présager la possibilité d'une négociation plus grande de l'Europe avec les pays du Sud au sein de l'OMC, sans pour autant être en désaccord avec les Etats-Unis?*

J.B. : *Non, l'OMC n'est pas l'instance appropriée pour la négociation d'accords agricoles. Le besoin de manger ne peut faire l'objet d'un marchandage global : la nourriture n'est pas un moyen d'échange, une marchandise ordinaire. L'UE va insister à Cancoon dans trois mois pour l'ouverture du Doha Round aux hautes technologies...les services constituent 70% du PIB de l'UE, et l'agriculture 2%! Il n'y a pas d'impact pour l'Europe. Alors Pascal Lamy essaie de séduire les pays du Sud avec les hautes technologies en promettant en échange une ouverture aux textiles.*

Intervention 4 (Ahmed, doctorant en économie) : *Je pense que le problème est qu'il n'y a pas assez de libre-échange, et non pas trop, et qu'il ne faudrait simplement pas faire chez nous ce qu'on impose aux autres. Si le marché était réellement régi par le libre-échange, il n'y aurait pas ces problèmes.*

J.B. : *Non, je ne suis pas d'accord, il ne faut pas de libre-échange en matière agricole ! Cela ne peut pas fonctionner. Il faudrait refonder la PAC sur le concept de la souveraineté alimentaire, qui est la seule mesure juste. Le libre-échange favorisera de toute façon les aides découplées à la production, qui sont des procédés iniques au possible. Dès qu'il y a baisse des prix, ce sont les plus pauvres qui financent. D'autre part la présence des agriculteurs est indispensable dans tous les pays et le "vrai" libre-échange la remettrait automatiquement en cause. Il faut se donner les moyens de maintenir les agriculteurs à travers des mesures forcément soutenues, en faveur de la multifonctionnalité par exemple. La protection à l'importation doit être reconnue comme une mesure équitable, à condition de supprimer toute forme de dumping.*

Intervention 5 (un économiste) : *Je voudrais réagir à propos de l'agriculture : chez nous, ceux qu'on considère comme "gros producteurs" compétitifs produiraient-ils vraiment plus dans des conditions égales à celles que connaissent les producteurs du sud ? D'autre part, je voudrais rappeler qu'il existe, chez nous aussi, à côté de ces "gros", des expériences d'agriculture durable, que ce soit du bio, ou de l'agriculture raisonnée, où on produit moins, sur moins de surface, avec moins de travail, moins d'aides directes, et, à la clé, un revenu supérieur et moins de pollution !*

Intervention 6 (Etienne, doctorant en économie) : *Je ne suis pas spécialiste de l'agriculture, mais en tant qu'économiste, je ne vois pas en quoi les aides indirectes aux agriculteurs sont une forme de dumping si l'aide est découplée et qu'il n'y a pas par la suite de subvention au produit ?*

J.B. : La proposition de la Commission Européenne est (comme cela se fait aux Etats-Unis) d'attribuer des aides découplées, mais calculées sur une production passée : celle de 1999, 2000, 2001, ce qui fait que certains agriculteurs pourront toucher des aides sans être obligés de produire en conséquence, il leur suffit de couvrir leurs frais marginaux. Si les produits sont destinés au marché intérieur, on ne peut effectivement pas parler de dumping, mais c'est diggèrent pour les produits exportés, puisque ces produits sont exportés en-dessous du prix de revient et les agriculteurs ne tiennent le coup qu'avec le paquet d'aides.

Intervention 7 : *Comment se fait-il que les dirigeants de la FNSEA et de nombreux agriculteurs français se raccrochent à la PAC ?*

J.B. : D'abord parce que la PAC représente la perpétuation d'aides passées qui ont soutenu très fortement la production depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, le découplage des aides devient aujourd'hui nécessaire pour que les exportations soient légalisées à l'OMC, mais je répète que c'est fondamentalement injuste, de plus ça accentue la volatilité des prix puisque les producteurs font varier leur production en fonction des aléas du marché. Avec la suppression simultanée des quotas, on est en train de supprimer toute forme de régulation, de favoriser des surproductions chroniques et de continuer la concentration de l'activité agricole, puisque le système rejette les petits agriculteurs. Aujourd'hui il faut aussi tenir compte de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché mondial: la Russie, l'Ukraine qui sont de gros producteurs, le Brésil qui dispose d'une réserve de terres cultivables importante. Ce contexte permet de présager la poursuite de la baisse des prix. De plus, quand les prix augmentent, cela se répercute sur les consommateurs alors que l'inverse n'est pas vrai. Enfin, la concentration inexorable de l'agriculture et le poids grandissant des lobbies fera inévitablement passer les contraintes environnementales au second plan.

Intervention 8 : *Y a-t-il conflit d'intérêts entre ce qu'on pourrait faire chez nous pour le soutien aux paysans du Sud et pour celui des "petits" paysans de chez nous?*

Un économiste (cf. intervention 5) : Non, évidemment qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt, l'enjeu c'est simplement de faire bouger les choses pour que les politiques s'adressent réellement aux "gens d'en bas", quel que soit leur pays. C'est un problème qui est éminemment politique : nos représentants sont ceux des grands bourgeois entrepreneurs... qui se retrouvent entre eux à Davos.

J.B. : Les politiques agricoles et notamment la PAC sont sous la pression des firmes agroalimentaires (cf. CIAA, Conférence des Industries Agroalimentaires) ; ils menacent de délocaliser si leurs propositions ne sont pas acceptées... Ils agissent de façon habile, ils ne mettent jamais leurs propres intérêts en avant, mais ceux des consommateurs. Parallèlement, on peut déplorer que de nombreuses associations de consommateurs soient assez "court-termistes", en ce qui concerne la qualité et les prix bas. Face à cela des associations de paysans se mobilisent, je pense notamment au très dynamique réseau Via Campesina (réseau d'associations parti d'Amérique latine et qui est désormais mondial, la Confédération Paysanne en fait d'ailleurs partie).

Intervention 9 (Gabriel WEISSBERG, géographe, animateur des cafés-géos à Toulouse) :

Depuis le début de cette soirée, on a peu parlé des paysans, peu parlé de la faim finalement qui était pourtant notre sujet ; on s'est, il me semble, enlisé dans des concepts économiques mous et généralisateurs. Est-ce vraiment la PAC qui provoque la faim? L'explication est-elle uniquement économique ?

Il y a des régions où la faim existe, et qui ne sont pourtant pas insérées dans les marchés mondiaux. Sans céder à quelque déterminisme que ce soit, il existe aussi des conditions naturelles, des données géopolitiques internes (Bangladesh par exemple) ou externes qui expliquent ces problèmes de faim. Il ne faut pas oublier non plus qu'il existe des famines créées politiquement, pour des tas de raisons (au Soudan par exemple).

Il faut peut-être aussi essayer d'éviter de sombrer dans la désespérance et regarder du côté des solutions. Ainsi les réformes agraires : même si ça nous ramène à des choses plus terre à terre, à la glaise, aux diguettes et autres aménagements...

Je pense que le débat se maintient trop à l'échelle de la planète alors que les problèmes de la faim sont reconnus par tous comme liés à un manque de participation locale des paysans. Par exemple, pour parler du Vietnam que je connais bien, les phénomènes de mondialisation, même si cela retombe malgré tout parfois sur les paysans, ont souvent été pris à revers.

L'approche du géographe est faite d'un va-et-vient permanent entre différentes échelles, et surtout d'un travail de différenciation entre ces échelles et les enjeux qu'elles comportent.

Un économiste (L. MARTIN) : Je suis d'accord avec les observations de Gabriel Weissberg, on pourrait citer aussi à propos de ces famines politiques l'Ethiopie en 1984. Mais c'est vrai aussi que la PAC, à son niveau, provoque à bien des égards la faim et il ne faut pas avoir peur de l'affirmer : elle déprime les prix locaux et les conséquences sont désastreuses. Au Vietnam, le développement semble pouvoir se mettre en place malgré ces injustices liées à la mondialisation, mais peut-on dire que la masse des Vietnamiens est vraiment bien nourrie? Je ne suis pas sûr, et encore une fois on voit que ce développement néolibéral profite d'abord aux investisseurs.

J.B. : C'est vrai que je ne suis pas géographe, qu'en tant qu'économiste je ne maîtrise pas aussi bien que vous les problèmes locaux. Dans le peu de temps dont je disposais, j'ai choisi de cibler le débat sur le domaine que je connais bien.

Intervention 10 : *Je trouve l'intervention de Gabriel Weissberg polémique. A ses raisonnements liés aux problèmes politiques internes qui seraient plus que l'organisation des marchés agricoles responsables de la faim, on peut rétorquer que beaucoup de ces problèmes internes sont directement provoqués par des politiques (commerciales ou autres), notamment des pays du Nord, je pense par exemple à l'Affaire Elf et ses prolongements en Afrique.*

Intervention 11 (Jean-Marc PINET, géographe, animateur des cafés-géos à Toulouse) :

Il faut prendre garde aux différents sens que l'on donne au mot faim et différencier faim et famine : la première concerne un état de sous-nutrition chronique généralisé, sans hausse particulière de la mortalité, c'est un phénomène endémique inscrit dans la longue durée et de vastes espaces ; alors que la seconde concerne une situation conjoncturelle et localisée qui provoque une surmortalité inhabituelle. Les explications géopolitiques liées à la faim et à la famine n'ont par conséquent pas la même échelle, elles ne sont donc pas forcément de même nature, même si elles sont en relation.

La faim a reculé (insuffisamment) depuis les années 1950, mais on observe une recrudescence des famines depuis une dizaine d'années et ce n'est pas seulement le fait du développement inégal du commerce mondial. Déjà en 1958-1961, la plus grande famine de l'histoire de l'humanité est liée à une décision politique interne, le Grand Bond en avant en Chine, qui a provoqué la mort de 30 millions de gens. Depuis, il y a eu le Nigeria, le Sahel, l'Ethiopie, et maintenant le Kurdistan, la Somalie, le Rwanda, la Corée du Nord, l'Ethiopie à nouveau. A chaque fois, la dimension géopolitique planétaire est présente, mais aussi les facteurs géopolitiques locaux (détournement de l'aide humanitaire par exemple).

Les accidents climatiques précèdent souvent les famines. Ainsi en Inde dans des milieux paysans fortement pressurés par le fisc et la nécessité d'exporter pour payer l'impôt : en l'absence de réserves, la sécheresse fait monter les prix, provoquant une sélection parmi les paysans et le départ vers les villes ; le ravitaillement venu de l'extérieur par voie ferrée entraîne à son tour une hausse des prix le long du parcours et la famine s'étend ainsi dans l'espace et dans le temps. L'accident climatique est alors non pas la cause de la famine, mais le révélateur des dysfonctionnements socio-économiques locaux qui la provoquent, parfois sans rapport avec une situation antérieure de faim (au sens de sous-nutrition).

La notion d'échelle est essentielle : comment une explication géopolitique globale peut-elle rendre compte du fait que l'Afrique est plus touchée par la faim que les autres continents ?

J.B. : L'analyse économique reste ici pertinente : en effet, l'Afrique est le seul continent où il n'y a jamais eu d'aides à l'exportation ni de barrières de protection à l'importation en raison d'un démarrage plus tardif que celui des autres continents qui ont pu développer, dans une certaine mesure, aides et barrières pour

protéger leur agriculture. De plus, il n'y a pas non plus de syndicats agricoles pour défendre les paysans, comme le réseau Via Campesina en Amérique latine par exemple (cf. intervention 8).

Intervention 12 : *La question de l'utilisation, dans l'agriculture des pays occidentaux, de ressources minières comme le pétrole n'a pas été évoquée. Le modèle occidental d'agriculture productiviste, à forte consommation d'intrants comme le pétrole, risque de poser problème s'il se généralise à l'échelle de la planète.*

Intervention 13 (Alain BONNASSIEUX, U.T.M.) :

En tant qu'agronome et géographe à la fois, je veux souligner que la faim est aussi liée aux conditions environnementales, à la dégradation ou à la conservation des sols, aux irrégularités climatiques, mais aussi à la différenciation sociale au sein des paysanneries.

Par ailleurs, nous assistons à la diffusion de la pauvreté et de la faim vers les milieux urbains où les différences de pouvoir d'achat sont fortement marquées.

Enfin, la faim n'est pas seulement sous-nutrition, mais aussi malnutrition : carence en vitamines et sels minéraux, nourriture inappropriée ou peu variée ("on mange toujours la même chose...").

J.B. : D'accord, mais mon travail porte essentiellement sur l'impact des politiques économiques agricoles sur la faim. On ne peut pas développer l'agriculture dans les pays pauvres sans mettre de barrières à l'importation : il faut, au moins pendant une période de transition, assurer des prix rémunérateurs aux producteurs, aider la population à acheter des produits vivriers grâce à des coupons alimentaires. En quelque sorte, enclencher un cercle vertueux...

Eléments de conclusion (Jean-Marc PINET, géographe, animateur des cafés-géo) :

Ce café-géo revient délibérément sur le problème de la Faim, objet d'attention générale pour les générations précédentes (cf. "Géopolitique de la faim", de Josué de Castro, 1952), aujourd'hui oblitéré par la question des famines et de l'urgence d'y remédier, et pourtant toujours d'actualité.

En proposant comme thème de réflexion le parallèle entre les excédents agro-alimentaires mondiaux et l'existence de 840 millions d'affamés, ce café-géo attire l'attention sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un paradoxe. En effet, la faim ne résulte pas d'une mauvaise répartition de la nourriture et ne peut pas être éradiquée par une meilleure distribution commerciale (marché) ou humanitaire (aide alimentaire). Bien au contraire, les excédents de nourriture fournis par l'agriculture productiviste des pays occidentaux (mais aussi des pays du sud) et leur redistribution sur un marché mondial dominé par les multinationales de l'agroalimentaire apparaissent comme la cause première (pas unique) de la faim.

[G.Weissberg : Ce n'est pas vrai partout, par exemple en Asie... (cf. intervention 9)].

Par ailleurs, ce café géographique se veut aussi géopolitique, et il l'a été puisqu'il a mis en relation :

- les politiques agricoles et commerciales des grands organismes internationaux (OMC, UE) et la carence démocratique qui affecte les petits agriculteurs affamés privés de toute participation à leur élaboration.
- l'opposition géographique entre pays du Nord et du Sud : USA et UE imposent des accords bilatéraux ou internationaux à l'Amérique du Sud ou aux PMA (Pays les moins avancés), notamment africains.

Mais cette approche planétaire néglige les autres échelles géographiques (continentales, nationales, régionales, locales) qui feraient apparaître d'autres facteurs d'explication de la faim : guerres, politiques internes, différences sociales, exode rural, environnement (sols), accidents climatiques s'ajoutent aux politiques économiques et agricoles générales dans des combinaisons diversifiées selon l'échelle choisie.

On ne peut cependant pas en faire reproche à Jacques Berthelot, qui ne prétend pas être géographe et que nous remercions vivement ici pour sa participation active et son incontestable compétence.

Compte-rendu du débat établi par
Annabelle CANTALA
(Etudiante en géographie à l'U.T.M.)

ANNEXE 1

Mamadou CISSOKHO,

Président d'honneur du Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'ouest (ROPPA) :

La libéralisation du commerce et des échanges n'a rien apporté de positif à nos pays. En 1960 à notre indépendance 85% de notre population vivait en milieu rural. Nous étions plus heureux, nous avions plus de nourriture, nous étions plus en forme.

En l'an 2000...nous ne sommes plus que 65%, plus fatigués, plus pauvres, pourtant tous nos produits sont sur le marché mondial. Donc, en 40 ans, le commerce ne nous a rien apporté...

Nos pays sont rentrés sous tutelle, les Etats sont surendettés, la désertification est accélérée...il y a la misère en milieu rural avec des grandes périodes de sécheresse, de manque d'alimentation.

Si vous, vous avez des problèmes, des catastrophes...vous avez des aides. Si nous on a des catastrophes, notre seule référence c'est Dieu...même si cela touche 70 ou 80 % des paysans... On ne peut pas demander au paysan africain d'être en compétition avec les paysans européens pour 3 raisons principales :

1) Chez vous il n'y a pas une famille qui produit 10% ou 5% de ce qu'elle mange...Vous allez dans les magasins comme tout le monde. L'autosuffisance alimentaire pour nous est fondamentale...parce que ce que nous mangeons, nous devons le produire...

2) Vous avez une situation environnementale qui vous donne des avantages...Nous avons 3 à 4 mois de saison de pluie...Le développement économique de vos pays a créé des conditions...(routes, éducation, santé...) que nous n'avons pas... Quand on nous dit qu'en libéralisant le marché nous allons gagner mieux nous disons non car nous ne sommes pas compétitifs avec vous...

La difficulté fondamentale que nous rencontrons c'est l'impossibilité qu'il y ait un dialogue entre les paysans africains et européens...

3) Votre PAC nous a fait beaucoup de mal. Vous dites : "*avec notre surproduction on va aider les gens en Afrique*". Non, on nous envoie des pattes et des ailes de poulet qui n'ont pas de valeur nutritive ni économique, dérégulant ainsi le poulet fermier. On nous envoie ...du blé qui n'est pas notre alimentation de base. En 1960, 15% des Sénégalais mangeaient du pain, aujourd'hui c'est 70% et nous ne produisons jamais du blé. N'est-ce pas un grand danger pour un peuple de dépendre d'un aliment qu'il ne produit pas ?...

C'est vous, avec les Américains, les Néo-zélandais...qui avez élaboré le GATT aujourd'hui OMC...nos autorités n'ont pas été associées, c'était...des négociations entre "*occidentaux*".

Ce qui nous inquiète, c'est que le marché mondial des produits agricoles c'est 10%. Au nom de quoi 10% doivent mobiliser le Monde et créer des drames? ...Il y a d'autres que nous qui ont intérêt dans ces 10 %, c'est l'agrobusiness.

Comment on peut défendre le principe que le libre-échange est un marché libre alors que le prix mondial n'existe pas parce qu'il est fixé par le plus riche : les multinationales...C'est un faux débat. On a la preuve de cela avec le café : on a libéralisé le marché du café. Depuis 30 ans c'est le marché sur lequel le paysan gagne le moins et le consommateur paye le plus. Alors que l'on nous dit que le prix mondial sert à faire payer moins le consommateur...

Est-ce...qu'il est interdit à un être humain de produire ce qu'il mange ? Est-ce que cela doit être un crime ? En quoi est-ce un problème que les paysans vivent de leur activité ?...Nous sommes 60 à 80% de la population, nous vivons de nos activités et on veut nous convaincre que nous ne devons pas faire cela. Exemple : dans la région du fleuve Sénégal chez nous, il y a la possibilité d'irriguer...Il y a là 300 000 familles qui font du riz, d'abord pour leur

nourriture et ensuite vendent leurs excédents. La Banque mondiale dit au gouvernement : "*le prix auquel vous faites le riz est trop cher...il faut permettre l'importation du riz*". Mais si le riz est sur le marché à un centime et si les 300 000 familles ont perdu leur activité, donc leur revenu, que vont-elles acheter ? Comment vont-elles vivre ?...Donc on ne peut pas fonctionner avec le prix mondial.

L'autosuffisance alimentaire est le droit de chaque peuple de manger les produits de ses paysans. Si cela n'est pas important, qu'est-ce qui est important dans la vie ?...

Donc, j'invite votre organisation au dialogue en France avec nous : nous devrions ensemble discuter pour faire des propositions...On nous a toujours mis dans le débat pour réagir sur ce que les autres pensent. Il est temps que nous mobilisions les autres sur ce que nous pensons...Nous voulons continuer à vivre avec des prix justes, nous voulons continuer de produire pour l'alimentation de nos pays.

(Discours au Congrès de la Coordination Rurale, 28-11-02)

ANNEXE 2

Ibrahim COULIBALY,

paysan du Mali, membre du Comité exécutif du ROPPA :

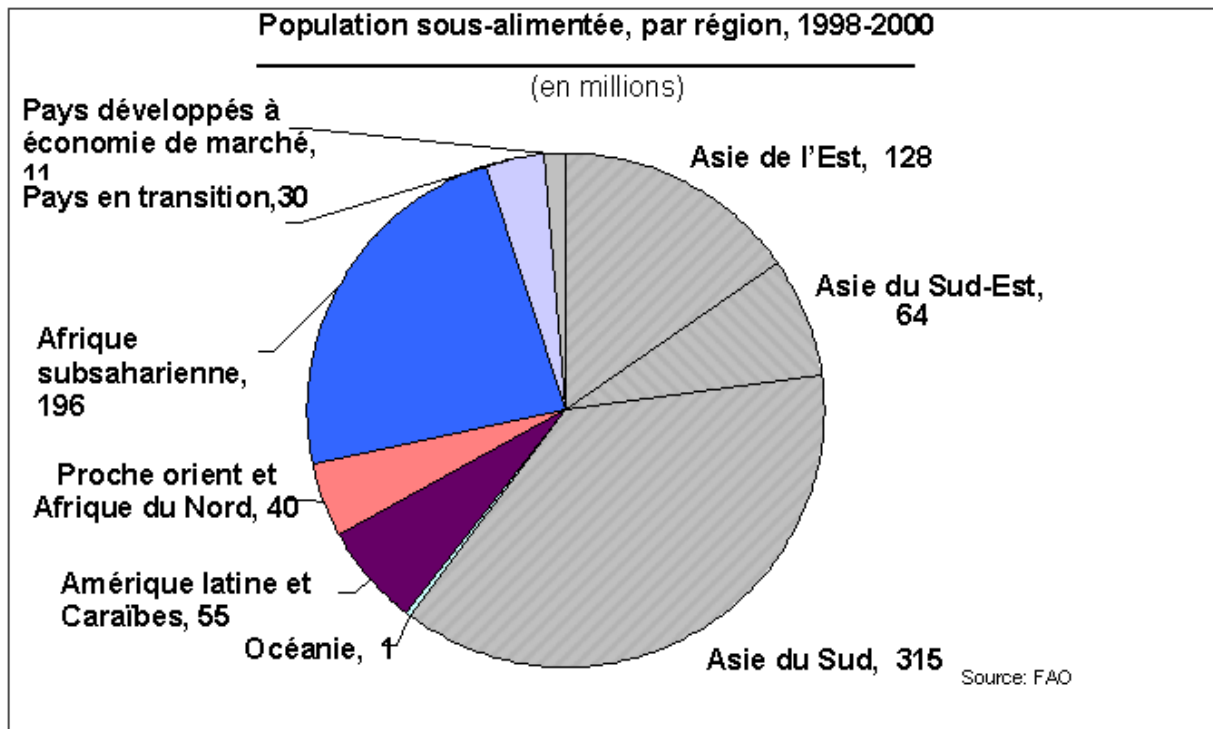
Aucun chef d'Etat en Afrique n'est véritablement élu dans l'intérêt des Africains... Il est très peu probable que nos Etats s'engagent dans des politiques qui pourraient contrarier l'Union européenne ou les Etats-Unis. C'est à nous, société civile, de nous organiser et d'obliger nos Etats à nous écouter. Parce que nous sommes en train de mourir. Nos agricultures meurent simplement parce que nos responsables politiques sont inconscients des périls qu'ils font peser sur l'Afrique. D'où la nécessité de s'organiser dans des ensembles plus grands comme le ROPPA...

L'objectif des politiques agricoles communes des pays du Nord était aussi d'atteindre la sécurité alimentaire, pas de produire des surplus qui, aujourd'hui, tuent les agricultures dans les autres continents. L'Union européenne subventionne son agriculture, les Etats-Unis également, alors que tout le monde est persuadé que ce n'est pas la solution. Il faudrait s'arrêter et réfléchir... On ne peut pas continuer à jouer ainsi à l'apprenti sorcier en mettant l'alimentation des hommes sur le même pied que les autres productions. L'alimentation est le seul besoin essentiel de l'homme...

Cela ne me dérange pas qu'on me traite de protectionniste. Au contraire j'en suis fier. Je serais fier que nos pays soient protectionnistes. L'Union européenne et les Etats-Unis n'auraient jamais atteint leur niveau de développement actuel s'ils ne s'étaient pas protégés. Aujourd'hui exiger que l'Afrique ne se protège pas revient à l'empêcher de se développer. C'est pourquoi je pense que la mondialisation et l'OMC sont des processus qui condamnent l'Afrique au sous-développement.

(Interview parue dans Défis-Sud, novembre 2002)

ANNEXE 3



Pourcentage de personnes sous-alimentées par rapport à la population totale, par région: 1979-81, 1990-92, 1998-2000

